

**Lundi 16 mai 2016**

###### **Ambassade de France en Bulgarie**



# LA PRESSE BULGARE – N°4179

**L’échéance**

*La roulette présidentielle a été déclenchée*

**Le forum**

*ABC met le cap sur les prochaines élections présidentielles*

**L’analyse**

*La crise politique*

*Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l’exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias bulgares. Elle ne reflète en aucun cas la position de l’ambassade ou du gouvernement français.*

*© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l’Ambassade de France en Bulgarie*

**L’échéance**

*La roulette présidentielle a été déclenchée*

« *Le président Rossen Plevneliev effectue la dernière année d’un mandat dynamique et étoffé. Il a remporté la présidentielle en tant que candidat du parti politique GERB. Le chef de l’Etat s’est engagé auprès du peuple bulgare à annoncer sa décision relative à une candidature pour un deuxième mandat à la présidence de la République avant la fin du mois de juin. D’ici-là toute affirmation afférente ne reflétera que la position de son auteur et non pas celle du chef de l’Etat. Les déclarations diffusées aujourd’hui par la direction d’un parti politique l’ont été à son insu. Depuis le premier jour de son mandat, le président Plevneliev a garanti de manière constante l’orientation euro-atlantique de la Bulgarie et y persévérera à l’avenir*. »

Tel est le contenu du communiqué de presse que la présidence de la République s’est vue obligée de diffuser vendredi soir après l’appel des Démocrates pour une Bulgarie forte (DBF) à tous les partis politiques « d’orientation pro-européenne », y compris le GERB, de se réunir autour de la candidature de Rossen Plevneliev à la présidence de la République pour un deuxième mandat « *en tant que candidat indépendant et garant des priorités géopolitiques de la Bulgarie* ».

Avant la publication du communiqué officiel, le président de la République avait qualifié devant 24 tchassa le comportement de DBF d’ « *indigne* » et avait déclaré « *voir au fond de cette mauvaise intrigue l’ancienne classe politique en la personne d’Ivan Kostov* (ancien premier ministre et ancien président du DBF) *et de Gueorgui Parvanov* (ancien président de la République)». Pour sa part, Radan Kanev a expliqué devant mediapool.bg qu’il ne s’était pas entretenu avant cela avec Rossen Plevneliev dans la mesure où « *l’idée était de convaincre le président de la République de présenter sa candidature et non pas de rentrer dans des négociations avec celui-ci* ».

Meglena Kouneva, vice-première ministre, ministre de l’éducation et présidente du mouvement pour une Bulgarie aux citoyens (membre du groupe parlementaire du Bloc réformateur) a traité également l’appel de Radan Kanev d’ « *intrigue grave* » qui aura « *ses répercussions négatives sur le Bloc réformateur* ». Elle a promis que le mouvement pour une Bulgarie aux citoyens « *ne s’implique pas dans des intrigues et ne joue pas avec le sort de notre pays* ».

« *La façon dont le DBF a proposé la consolidation des forces de la droite autour de la candidature de Rossen Plevneliev pour un deuxième mandat à la tête de l’Etat a réduit au minimum la possibilité que le GERB participe à des pourparlers à ce sujet* », a déclaré Tsvetan Tsvetanov, lundi sans expliciter ses propos.

Ainsi, cette « mauvaise intrigue » a mis fin à l’accalmie artificielle qui entourait l’élection présidentielle et obligera le GERB à se prononcer d’ores et déjà sur la possibilité de soutenir la candidature de Rossen Plevneliev ou d’expliquer éventuellement son refus de la soutenir, considère mediapool.bg dans une analyse intitulée « La roulette présidentielle a commencé à tourner ». Selon ce média, Borissov s’est donné du temps jusqu’en juin pour annoncer le candidat du GERB dans la mesure où ce parti n’a pas encore décidé de la configuration politique dans laquelle il se présentera à cette élection. Cette décision pourrait s’avérer conditionnée par l’éventuelle tenue d’élections législatives anticipées ainsi que par la coalition que le GERB aura à former pour gouverner à l’issue de celles-ci.

Garantie de bonnes relations avec les partenaires occidentaux, la candidature de Rossen Plevneliev est acceptable pour le GERB selon des membres de ce parti. Le seul problème pour ceux-ci serait l’absence de volonté de la part du président pour un deuxième mandat à la tête de l’Etat ainsi que le peu de chance qu’il soit réélu selon les sondages. En outre, l’éventuelle candidature de Rossen Plevneliev est logiquement censée être celle qui unifiera le plus les forces pro-réformatrices et pro-européennes en Bulgarie. Tel était message que semblait vouloir faire passer Radan Kanev mais dont la démarche a voué à l’échec cette éventuelle cause dès le départ.

Bonne ou mauvaise pour l’éventuelle cause défendue, cette démarche incitera les autres acteurs à abattre progressivement leurs cartes et contribuera à ce que les batailles politiques soient menées publiquement, comme le veut la démocratie, afin que les électeurs disposent de suffisamment de temps pour faire le choix de manière informée. Ce n’est certes pas la stratégie de Borissov qui prévoit une annonce tardive du candidat soutenu par le GERB, tout juste à la veille de la campagne officielle, afin de bénéficier de plus de temps pour des manœuvres et des marchés conclus de manière occulte. C’est aussi dans ce jeu qu’est rentré le président Plevneliev, conclut mediapool.bg. (**tous journaux, mediapool.bg, clubZ**)

**Le forum**

*ABC met le cap sur les prochaines élections présidentielles*

Hier, ABC a tenu ses instances nationales qui devaient avaliser a posteriori le départ du gouvernement (*voir notre revue du 11 mai dernier*) et formuler de nouvelles priorités politiques.

Dans son rapport devant les délégués, le dirigeant du parti, Gueorgui Parvanov, a posé comme objectif principal la victoire aux élections présidentielles. ABC s’y dressera contre le modèle GERB, a assuré M. Parvanov cinq jours après avoir quitté la coalition gouvernementale.

Après les critiques sévères adressées à l’égard du gouvernement de M. Borissov, M. Parvanov a indiqué comme problème principal de la coalition au pouvoir non pas l’absence de dialogue, mais le manque d’efficacité : « Nous ne disposions pas de ressources ni de mécanismes pour assainir le gouvernement, mais nous avons eu la dignité de le libérer de notre présence », a-t-il relevé en guise d’explication de la décision d’ABC de se séparer du GERB. Selon lui, le pays a besoin d’un nouveau projet de coalition à la veille des présidentielles, mais dont la portée ira au-delà de cette échéance. ABC ayant fait ses preuves en tant que pôle d’attraction pour beaucoup de forces politiques, la nouvelle formule de coalition sera à rechercher parmi les partis centristes et de gauche. Enumérant les partis invités au forum d’ABC, *Sega* et *Mediapool* jugent qu’il faut y voir autant de partenaires potentiels : Kaloyan Pargov, président de l’organisation sofiote du PSB, Krassimir Karakatchanov, président de l’ORIM et co-président du Front patriotique, Yordan Tsonev, député et vice-président du MDL, Roumen Yontchev, ancien député et président du nouveau parti politique Union populaire, etc.

« J’espère qu’après le 8 mai (Ndr : le dernier congrès du PSB qui a abouti à l’élection de Kornelia Ninova à la tête de ce parti), le dialogue à gauche va redémarrer », a souligné M. Parvanov tout en indiquant que la séparation gauche/droite n’est pas pertinente lorsqu’il s’agit d’une campagne présidentielle. Selon lui, le candidat à la présidence de la République devrait être visionnaire, bon stratège et faire preuve d’un fort engagement social.

Aucun nom de candidat n’ayant été avancé hier, dans le cadre de la conférence nationale, M. Parvanov a dû s’expliquer sur *Nova TV*. Selon lui, il n’existe pas d’obstacle à ce que lui-même fasse un troisième mandat, « la Constitution ne s’opposant qu’à un troisième mandat immédiatement après le deuxième ». « Mais nourrissant d’autres ambitions et ayant d’autres plans, je ne souhaite pas poser ma candidature », a-t-il déclaré. « Dans le cadre de mes [deux mandats présidentiels] j’ai atteint beaucoup d’objectifs et il serait difficile de réaliser quelque chose de très différent. Je préférerais lutter pour obtenir le poste de président dans une république présidentielle. C’est beaucoup plus sérieux ». Cela sera aussi le « nouveau projet constitutionnel » d’ABC : élargir les pouvoirs du chef de l’Etat et ouvrir le pays vers une forme de régime présidentiel.

Les médias voient Ivaïlo Kalfine, qui vient de démissionner de son poste de ministre du travail et de la politique sociale, comme le candidat potentiel d’ABC à la présidence de la République, en tandem avec Nikola Kolev, général de réserve et ancien collaborateur de M. Parvanov, dont le mandat d’ambassadeur aux Pays-Bas a pris fin la semaine dernière. Aux dernières élections législatives, il y a cinq ans, M. Kalfine s’était présenté comme candidat du PSB, en tandem avec Stefan Danaïlov (comédien et grande figure de ce parti), mais avait perdu contre M. Plevneliev avec un écart de 5,16% à peine, soit moins de 200 000 voix. (**tous journaux, mediapool.bg**)

**L’analyse**

*La crise politique*

Une crise politique a été déclenchée en Bulgarie et elle aura des conséquences négatives à court et à long terme. C’est la conclusion principale de l’analyse de Daniel Smilov, publiée dans Koultoura et reprise par plusieurs journaux et sites d’information. Selon le politologue, la situation dans le pays est grave, car l’issue de la crise est incertaine et les solutions qui se dessinent pourraient même être pires que la situation observée actuellement dans le pays.

M. Smilov énumère quelques dimensions de cette crise, dont en premier lieu le manque de majorité parlementaire. Après la décision d’ABC de sortir du gouvernement (voir la revue des 11 et 12 mai), le soutien à la coalition au pouvoir au sein du parlement s’est tombé sous le seuil sanitaire de 120 députés. Le gouvernement a toujours le soutien informel et ad hoc du Centre démocratique bulgare, des députés non-inscrits, et même du MDL et de DOST, mais le prix et la logique de ce soutien ne sont pas clairs. Dans un contexte de pourparlers constants en coulisses, Tsvetan Tsvetanov, président du groupe parlementaire GERB et bras droit de Boïko Borisssov, sera en capacité de renforcer de plus en plus sa position et de jouer le rôle de premier ministre ad hoc ; ses différends avec M. Borissov se multiplieront ainsi que ses victoires.

Suivent en second lieu les désaccords entre les acteurs qui soutiennent le gouvernement : un bel exemple en a été donné par les amendements au code électoral, prétexte pour ABC de sortir du gouvernement ; le Front patriotique insiste sur ses positions concernant le droit de vote à l’étranger (voir la revue du 5 mai), tandis qu’il est de plus en plus difficile pour le GERB et le Bloc réformateur de soutenir des textes anticonstitutionnels.

La loi de lutte contre la corruption, préparée par la vice-première ministre partagera sans doute le même sort. Il est fort probable qu’elle sera rejettée en salle plénière et dans ce cas Meglena Kouneva et son parti n’auront plus de quoi justifier leur présence au gouvernement.

Le manque de perspectives pour la majorité figure également parmi les dimensions de la crise. Le GERB a déployé beaucoup d’efforts pour détruire le Bloc réformateur et y a réussi en grande partie. A présent, il doit récolter les lauriers de son « succès » (le politologue met ironiquement le dernier mot entre guillemets). Le grand problème est que la situation sur la droite de l’échiquier politique s’est tellement détériorée, que chaque coopération éventuelle entre les acteurs de cet espace semble vouée à l’échec.

M. Smilov relève également des dangers géopolitiques : une période difficile attend l’UE avec le référendum en Grande-Bretagne, les négociations avec la Turquie et la situation en Grèce. Il est indispensable que les « forces pro-euro-atlantiques agissent de manière coordonnée et ferme » pour ne pas laisser des avantages aux forces pro-Kremlin.

Le mandat du président de la République s’achève bientôt et chacun pourra alors réaliser l’important facteur de stabilité qu’il aura représenté de par ses fonctions. Si la prochaine élection présidentielle était remportée par une figure à la « loyauté floue à l’égard de l’engagement européen du pays », prévient le politologue, la Bulgarie pourrait se retrouver dans une situation comparable à celle de la Moldavie, de la Géorgie ou de l’Ukraine.

Quant à l’élection présidentielle d’octobre prochain, elle pourrait faire l’objet de négociations entre partis de la droite parlementaire, écrit le politologue. Pour que cette option se réalise, un important changement à l’intérieur de la droite devrait d’abord être réalisé. Le GERB devrait reconnaître son échec à devenir l’unique parti de la droite, ainsi qu’à maintenir la stabilité par des arrangements avec ABC ou le MDL. Le Bloc réformateur de son côté devrait se reconstituer. La coalition au pouvoir devra être redéfinie en prévision d’élections législatives anticipées qui apparaissent inévitables, et une candidature commune pour la Présidence devrait « faire partie du paquet ». Cependant, une telle négociation pourrait aussi ne pas avoir lieu. Dans un tel cas, un refus du GERB de coopérer avec les Démocrates pour une Bulgarie forte pourrait faire du parti de Radan Kanev le centre d’un nouveau projet politique de droite.

Toutes les autres options présentent un sérieux prix à payer en termes d’arrimage du pays au projet euro-atlantique et pourraient se traduire par un octroi du pouvoir aux populistes et pro-poutiniens. Plus la coalition au pouvoir actuelle se battra pour gagner de temps, plus les projets populistes gagneront du terrain et plus la gauche se consolidera, conclut M. Smilov. (**kultura.bg, mediapool.bg, Capital Daily**)